

**COMMUNIQUÉ DE LA RÉUNION DES
MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES ET DU PLAN
ET DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES**

Tunis, le 12 novembre 2008

1. Nous, Ministres africains des Finances et du Plan et Gouverneurs des banques centrales africaines, nous sommes réunis à Tunis sous la présidence conjointe de Dr. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), de Dr. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, et de M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. La réunion avait pour but de passer en revue la crise financière mondiale et d'étudier les possibilités d'atténuer l'impact qu'elle risque d'avoir sur les économies africaines. La réunion a, en outre, abordé les implications de cette crise pour l'architecture financière internationale et la conduite à tenir par les économies africaines face aux initiatives nouvelles et en cours.

2. Nous avons noté que la crise ne pouvait tomber à pire moment pour le continent. Elle constitue un énorme coup dur, à un moment où les économies africaines se trouvaient à un tournant. Elle compromet les progrès appréciables enregistrés ces dix (10) dernières années et accentue les effets de la récente montée en flèche des prix des produits alimentaires et de la volatilité des marchés pétroliers. Le changement climatique imposera également des coûts additionnels aux économies africaines. L'ensemble de ces éléments touchera plus particulièrement les millions de pauvres en Afrique ; nous sommes confrontés à une crise aussi bien financière qu'humaine. Nous sommes, dès lors, profondément préoccupés par le fait que les chances de faire reculer la pauvreté et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement seront réduites.

3. Il est manifeste qu'une crise mondiale requiert une réponse mondiale. Nous saluons les dispositions prises par les pays du G 8 pour rétablir la stabilité financière et la confiance sur les marchés, débloquer les marchés monétaires et du crédit, assurer l'accès à la liquidité et recapitaliser et soutenir les institutions financières majeures et dynamiser la demande. Nous apprécions les nouveaux instruments mis en place et les mesures d'urgence prises par les Institutions financières internationales (IFI) pour venir en aide aux pays émergents. Nous leur demandons de se tenir prêtes à fournir un concours souple et rapide aux pays africains qui viendraient à être touchés par la contagion.

4. Nous craignons que le ralentissement de l'économie mondiale va réduire les opportunités commerciales, l'accès aux financements, les transferts de fonds des émigrés et les investissements directs étrangers. Tout en reconnaissant que les premiers effets de la crise se sont relativement limités à la détérioration des taux de change et des marchés boursiers, nous sommes profondément préoccupés par les effets à long et moyen terme sur nos économies. Nous notons que nos perspectives de croissance devront être revues à la baisse, et appelons les pays développés à prendre les mesures appropriées pour appuyer une croissance soutenue en Afrique.

5. Devant faire face à une volatilité persistante des marchés financiers et des produits de base, nous sommes convenus d'approfondir les réformes économiques, forts de la conviction que ces réformes ont été bénéfiques aux pays africains, se sont soldées par une solide stabilité macroéconomique, ont favorisé la croissance et la résistance aux chocs extérieurs. Nous reconnaissons la nécessité de renforcer la réglementation et la surveillance de nos institutions financières et de mettre l'accent sur la gestion des risques. Nous continuerons d'harmoniser

comme il convient les politiques les politiques budgétaires et monétaires prudentes. Nous nous sommes accordés à renforcer les stratégies de gestion des réserves en vue de limiter les pertes en cas de crise financière. Nous poursuivrons nos efforts pour améliorer nos structures de gouvernance et de responsabilisation.

6. Nous avons pleinement conscience que les exportations africaines restent dominées par les produits de base et les industries extractives, dont la demande et les prix sont déjà réduits par la perte de confiance sans précédent des consommateurs des principales économies. En conséquence, nous réaffirmons l'importance de la diversification économique. Nous allons continuer à mettre en œuvre les politiques appropriées, ainsi que de prendre les mesures nécessaires pour l'utilisation judicieuse des recettes d'exportation et avec la reconnaissance de la nécessité d'une saine gestion de la dette extérieure. Nous nous accordons à intensifier nos efforts pour favoriser l'intégration régionale.

7. Nous prenons l'engagement de mobiliser plus efficacement les recettes intérieures et d'approfondir les marchés financiers africains pour favoriser la mobilisation d'une épargne intérieure robuste et de l'intégration financière. Nous demandons de plus à la Banque africaine de développement d'intensifier ses programmes relatifs aux marchés financiers. Nous attendons avec intérêt, la prochaine conférence des Ministres des Finances et du Plan organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à ce sujet.

8. Nous avons pris connaissance du programme de financement de la BAD pour la période 2008-2012 et des cinq domaines opérationnels prioritaires portant sur les infrastructures, la gouvernance, le secteur privé, l'agriculture et l'éducation supérieure, technique et professionnelle. Dans le contexte de la crise, nous encourageons la BAD, en collaboration avec les autres IFI, à maintenir toute son attention sur le calendrier pour la croissance tout en examinant son potentiel pour développer ses activités de financement aux pays touchés, au travers de ses différents guichets.

9. Au regard des effets de la crise financière sur le commerce, nous demandons instamment la conclusion satisfaisante du Cycle de Doha. Ceci stimulera l'économie mondiale et améliorera les opportunités offertes aux pauvres, en particulier en Afrique. Nous appelons tous les pays à ne pas céder aux tentations protectionnistes. A la lumière de la crise financière, le Cycle devrait porter une attention toute particulière sur la séquence des réformes en matière de services financiers. Nous prendrons les mesures qui s'imposent pour améliorer la capacité d'offre des économies africaines en améliorant la compétitivité, en développant l'infrastructure et en promouvant une plus grande intégration économique en Afrique.

10. Nous reconnaissons les progrès accomplis en matière d'allègement de la dette de l'Afrique ainsi que les efforts louables consentis pour honorer les engagements pris aux sommets du G 8 et de l'UE ainsi qu'au sommet du Millénaire, pour accroître l'aide à l'Afrique. Nous demandons instamment qu'en dépit des défis posés par la crise financière, les engagements soient tenus et la même attention soit accordée à l'amélioration de la qualité de l'aide, conformément aux principes convenus dans la Déclaration de Paris et l'Appel à l'action d'Accra et nous sommes résolus à jouer notre rôle dans ce domaine. Nous appelons la prochaine Conférence sur le financement du développement qui se tiendra à Doha du 28 novembre au 2 décembre 2008 à souscrire à ces enjeux et à confirmer l'engagement de la communauté internationale en faveur du développement.

11. Nous saluons la prochaine réunion du G 20 à Washington appelée à se pencher sur les enjeux de l'architecture et de la gouvernance financières internationales. Nous en attendons un programme défini dans le temps et un plan d'action inclusif. Nous lançons un appel à l'Afrique du Sud pour présenter notre point de vue. Cependant ceci ne peut se substituer à une participation accrue de l'Afrique afin que sa voix soit entendue et que ses intérêts soient pris en compte. C'est la seule manière pour que ce processus soit transparent et que les solutions proposées soient véritablement mondiales. Cette crise a démontré à quel point les économies développées, émergentes et à faibles revenus sont interdépendantes. Un accord global doit être inclusif et refléter les intérêts de tous dans les négociations et la prise de décision. Nous appelons à un « nouveau multilatéralisme » qui reflète pleinement les nouvelles réalités et assure une représentation adéquate à la majeure partie des pays.

12. Nous saluons l'assurance donnée par l'Union Européenne, au travers de sa Présidence actuelle (France), que cette dernière honorera son engagement d'accroître son aide. Nous savons gré au président de la Banque Mondiale pour son engagement à accroître l'aide à l'Afrique.

13. Nous nous félicitons du renforcement de la collaboration entre les institutions continentales et régionales en Afrique – Banque africaine de développement, Commission de l'UA et CEA – et nous saluons l'initiative prise pour l'organisation de cette réunion. Nous remercions le Président de la BAD, de cette initiative et de nous avoir accueillis à Tunis. Nous nous engageons à organiser une nouvelle réunion extraordinaire, dans l'éventualité d'un changement radical de la situation mondiale.

14. Nous invitons la BAD, la CUA et la CEA à continuer de privilégier le programme de croissance, à renforcer leurs interventions respectives dans le domaine de l'infrastructure, de l'intégration régionale et du secteur privé. Nous appelons la BAD à approfondir davantage son analyse de l'impact de la crise et à définir un programme d'action et des mécanismes pour venir en aide aux pays africains en collaboration avec les autres IFI.

15. Nous soulignons que les institutions de Bretton Woods doivent être réformées en profondeur afin qu'elles puissent mieux traduire les réalités économiques en évolution et qu'elles puissent mieux répondre aux défis à venir. Les économies émergentes et en développement devraient avoir plus de voix et être mieux représentées au sein de ces institutions. Nous apprécions les progrès réalisés cette année afin de réformer le FMI. Nous notons les premières étapes du processus de réforme du Groupe de la Banque mondiale, qui devront être suivies d'un réajustement plus étendu des parts. Nous réitérons notre engagement de réformer les institutions de Bretton Woods afin d'accroître leur légitimité et leur efficacité. Ces réformes devraient aussi prendre en compte les intérêts des pays les plus pauvres et refléter les différents mandats de ces institutions. Nous appelons à la mise en œuvre sans délais de réformes de nature à promouvoir une réglementation solide, la transparence et la responsabilisation, en vue de faire émerger un système financier sain favorisant la croissance mondiale.

16. Nous nous accordons à constituer un Comité de Ministres et de Gouverneurs afin de préparer des propositions pour notre considération sur tous les aspects concernant la voix et la représentation de l'Afrique au sein de l'architecture financière internationale et demandons à la BAD, L'UA et la CEA de fournir l'appui technique nécessaire au comité.

17. Nous porterons ce communiqué à l'attention de nos chefs d'Etat lors de leur prochain sommet, et celle des partenaires au développement.